

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

(NON AUDITÉ)

POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOS LE
30 SEPTEMBRE 2021

|||||

**DES MARGES ÉLEVÉES,
SANS LES DÉPENSES
D'INVESTISSEMENT**



États consolidés résumés de la situation financière
(non audité)

(en millions)		Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Actifs			
Actifs courants			
Débiteurs et produits à recevoir	(note 3)	44,0 \$	27,2 \$
Charges payées d'avance		1,0	0,5
		45,0	27,7
Actifs générateurs de redevances, montant net	(note 4)	660,1	623,5
Actifs de prospection et d'évaluation	(note 5)	1 452,2	1 325,5
Goodwill		631,0	631,0
Total des actifs		2 788,3 \$	2 607,7 \$
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Dette bancaire	(notes 6 et 15)	– \$	42,9 \$
Créditeurs et charges à payer	(note 7)	17,3	11,9
Impôt exigible		15,5	1,5
Dividende à payer	(note 9)	20,0	13,4
		52,8	69,7
Dette bancaire à long terme	(notes 6 et 15)	179,9	–
Obligation locative	(note 8)	1,0	1,6
Rémunération fondée sur des actions à payer	(note 10)	4,7	1,9
Impôt différé		198,8	193,0
Total des passifs		437,2	266,2
Capitaux propres			
Capital social	(note 9)	3 181,5	3 202,9
Surplus d'apport		8,1	7,7
Déficit		(838,5)	(869,1)
Total des capitaux propres		2 351,1	2 341,5
Total des passifs et des capitaux propres		2 788,3 \$	2 607,7 \$

Il y a lieu de se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires.

États consolidés résumés du résultat net et du résultat global
(non audité)

(en millions, sauf les montants par action)		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
		2021	2020	2021	2020
Produits					
Produits tirés de la production génératrice de redevances	(note 11)	76,0 \$	38,4 \$	197,6 \$	112,6 \$
Autres produits	(note 11)	2,1	5,1	9,8	11,8
Produits		78,1	43,5	207,4	124,4
Charges					
Charges administratives	(note 12)	4,7	4,1	22,2	13,7
Taxe à la production et impôt minier		1,2	0,6	2,3	1,6
Épuisement et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(note 4)	25,7	25,9	72,2	81,3
Prospection et évaluation	(note 5)	1,8	0,6	6,3	4,9
Bénéfice net avant éléments financiers et impôt sur le résultat		44,7	12,3	104,4	22,9
Éléments financiers					
Charges financières		1,0	0,4	2,0	1,0
Bénéfice net avant impôt sur le résultat		43,7	11,9	102,4	21,9
Charge d'impôt sur le résultat	(note 13)	10,0	2,5	22,8	4,3
Bénéfice net et résultat global		33,7 \$	9,4 \$	79,6 \$	17,6 \$
Bénéfice net par action ordinaire					
De base et dilué	(note 9)	0,15 \$	0,04 \$	0,36 \$	0,08 \$

Il y a lieu de se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires.

*États consolidés résumés des variations des capitaux propres
(non audité)*

(en millions)	Capital social	Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2020	3 202,9 \$	7,7 \$	(869,1) \$	2 341,5 \$
Bénéfice net	—	—	79,6	79,6
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 9)	(21,2)	—	—	(21,2)
Variation du passif au titre de l'engagement d'achat d'actions	(0,2)	—	—	(0,2)
Rémunération fondée sur des actions (note 10)	—	0,4	—	0,4
Dividendes sur les actions ordinaires (note 9)	—	—	(49,0)	(49,0)
Solde au 30 septembre 2021	3 181,5 \$	8,1 \$	(838,5) \$	2 351,1 \$

(en millions)	Capital social	Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2019	3 293,6 \$	6,6 \$	(814,5) \$	2 485,7 \$
Bénéfice net	—	—	17,6	17,6
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 9)	(90,7)	—	(0,2)	(90,9)
Rémunération fondée sur des actions (note 10)	—	0,8	—	0,8
Dividendes sur les actions ordinaires (note 9)	—	—	(72,7)	(72,7)
Solde au 30 septembre 2020	3 202,9 \$	7,4 \$	(869,8) \$	2 340,5 \$

Il y a lieu de se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie
(non audité)

(en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	33,7 \$	9,4 \$	79,6 \$	17,6 \$
Épuisement et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (note 4)	25,7	25,9	72,2	81,3
Prospection et évaluation (note 5)	1,8	0,6	6,3	4,9
Charge d'impôt différé (note 13)	4,4	1,4	5,8	2,6
Rémunération fondée sur des actions, déduction faite des règlements en trésorerie (note 10)	0,4	0,6	7,4	(0,8)
Accroissement lié la dette bancaire (note 6)	0,1	—	0,2	—
Intérêts sur l'obligation locative	0,1	—	0,1	0,1
Fonds provenant des activités d'exploitation	66,2	37,9	171,6	105,7
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 16)	0,6	(4,1)	(1,7)	7,1
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	66,8	33,8	169,9	112,8
Activités d'investissement				
Acquisitions d'actifs générateurs de redevances (note 4)	(60,2)	—	(80,5)	(4,7)
Acquisitions d'actifs de prospection et d'évaluation (note 5)	(129,9)	—	(161,3)	(2,0)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 16)	—	—	(0,8)	—
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(190,1)	—	(242,6)	(6,7)
Activités de financement				
Prélèvements sur la facilité de crédit bancaire (note 6)	147,0	62,1	138,2	59,7
Dividendes sur les actions ordinaires (note 9)	(14,5)	(13,9)	(42,4)	(74,4)
Actions ordinaires rachetées (note 9)	(8,0)	(81,8)	(21,2)	(90,9)
Palements au titre de l'obligation locative (note 8)	(0,2)	(0,2)	(0,6)	(0,6)
Coûts de transaction liés à la dette (note 6)	(1,0)	—	(1,3)	—
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 16)	—	—	—	0,1
Entrées (sorties) nettes liées aux activités de financement	123,3	(33,8)	72,7	(106,1)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	—	—	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	—	—	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	— \$	— \$	— \$	— \$

Il y a lieu de se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires.

1. Nature des activités

PrairieSky Royalty Ltd. (« PrairieSky » ou la « Société ») détient un portefeuille diversifié tant au plan géologique qu'au plan géographique de titres miniers en fief simple (les « terrains en fief »), de droits de bailleur à l'égard de baux actuellement établis relativement à certains terrains en fief (les « droits de bailleur »), de droits de redevances dérogatoires sur le pétrole brut et le gaz naturel, de droits de redevances dérogatoires brutes, de participations au bénéfice net et de paiements sur la production issue des terrains (collectivement, les « DRDB ») et d'autres biens-fonds situés en Alberta, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique et au Manitoba (collectivement, les « biens générateurs de redevances »). La Société a pour mission d'encourager des tiers à mettre en valeur activement les biens générateurs de redevances, tout en recherchant de manière stratégique des actifs pétroliers et gaziers supplémentaires qui offrent un potentiel d'accroissement de la valeur à moyen et à long terme. La Société ne mène pas directement des activités de prospection, de mise en valeur ou de production de pétrole ou de gaz naturel. Elle tire plutôt des produits de redevances de la mise en valeur, par des tiers, de terrains loués ou visés par des titres au fur et à mesure que du pétrole et du gaz naturel sont produits à partir de ces biens.

Les actions de la Société sont inscrites aux fins de négociation à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « PSK ». Le siège social de la Société est situé à l'adresse suivante : Suite 1700, 350 – 7th Avenue S.W., Calgary (Alberta) T2P 3N9.

2. Mode de présentation

A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les « états financiers ») ont été établis selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ils ne comprennent pas tous les renseignements exigés pour un jeu complet d'états financiers établis conformément aux IFRS; néanmoins, certaines notes explicatives ont été incluses afin d'expliquer les opérations et les événements importants à la compréhension de l'évolution de la situation financière et du rendement de la société depuis les derniers états financiers annuels.

Les présents états financiers ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation et les montants présentés sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.

La publication des présents états financiers a été autorisée par le comité d'audit de la Société en date du 25 octobre 2021.

B) ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers en temps opportun exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur la valeur comptable des actifs et des passifs, ainsi que des produits et des charges de la période. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Au premier trimestre de 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que l'éclosion de la maladie causée par un nouveau coronavirus, la COVID-19, était devenue une pandémie mondiale, ce qui a incité de nombreux pays partout dans le monde à fermer leurs frontières, à imposer des restrictions sur les déplacements et à forcer la fermeture de certains espaces publics et de commerces jugés non essentiels,

entraînant des bouleversements économiques considérables à l'échelle de la planète. Malgré l'assouplissement des mesures sanitaires, la bonne progression des programmes de vaccination et la réouverture des économies, le moment où surviendra la pleine reprise économique demeure difficile à prévoir. La direction a tenu compte des conséquences prévues de la COVID-19 et de la reprise économique pour formuler des estimations et poser des hypothèses à la clôture de la période.

Les jugements posés par la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société et des principales sources d'incertitude relatives aux estimations importantes lors de la préparation des présents états financiers sont les mêmes que ceux qui s'appliquent aux états financiers consolidés annuels audités au 31 décembre 2020 et pour l'exercice clos à cette date.

3. Débiteurs et produits à recevoir

	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Créances clients et produits de redevances à recevoir	44,2 \$	28,3 \$
Correction de valeur pour créances douteuses	(0,2)	(1,1)
	44,0 \$	27,2 \$

Les créances clients et les produits de redevances à recevoir se rapportent aux paiements de loyers et de redevances sur la production à recevoir.

L'analyse des débiteurs et des produits de redevances à recevoir qui sont en souffrance mais non douteux se présente comme suit :

	Total	Ni en souffrance ni douteux	En souffrance mais non douteux	
			De 4 à 6 mois	De 7 à 12 mois
Au 30 septembre 2021	44,0 \$	44,0 \$	– \$	– \$
Au 31 décembre 2020	27,2 \$	27,2 \$	– \$	– \$

Pour déterminer la recouvrabilité des créances clients en souffrance mais non douteuses, la Société tient compte de l'âge des créances en cours et de la cote de solvabilité des contreparties. Il y a lieu de se reporter à la note 15 pour obtenir plus de renseignements sur le risque de crédit.

4. Actifs générateurs de redevances, montant net

Coût	
Solde au 31 décembre 2019	1 395,9 \$
Acquisitions d'actifs	7,2
Virements depuis les actifs de prospection et d'évaluation	(note 5) 38,3
Solde au 31 décembre 2020	1 441,4
Acquisitions d'actifs	80,5
Virements depuis les actifs de prospection et d'évaluation	(note 5) 28,3
Solde au 30 septembre 2021	1 550,2 \$

Cumul de l'épuisement et des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Solde au 31 décembre 2019	(713,4) \$
Épuisement et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(104,5)
Solde au 31 décembre 2020	(817,9)
Épuisement et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(72,2)
Solde au 30 septembre 2021	(890,1) \$

Valeurs comptables

Solde au 31 décembre 2020	623,5 \$
Solde au 30 septembre 2021	660,1 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, les actifs générateurs de redevances acquis se sont élevés à 60,2 millions de dollars (néant pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) et à 80,5 millions de dollars (4,7 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020), respectivement. Les acquisitions d'actifs générateurs de redevances pour le trimestre à l'étude se composent d'une redevance dérogatoire brute sur des terrains dans la zone Marten Hills, en Alberta (l'« acquisition de Marten Hills ») à raison de 34,2 millions de dollars et de l'acquisition de droits de bailleurs producteurs et de DRDB, principalement dans le centre de l'Alberta, à raison de 26,0 millions de dollars.

En plus des acquisitions décrites plus haut, au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, la Société a acquis un portefeuille de terrains en fief et de DRDB dans l'Ouest canadien, dont une tranche de 19,7 millions de dollars a été attribuée aux actifs générateurs de redevances.

5. Actifs de prospection et d'évaluation

Solde au 31 décembre 2019		1 368,1 \$
Acquisitions d'actifs		2,2
Virements aux actifs générateurs de redevances	(note 4)	(38,3)
Terrains dont les baux sont arrivés à échéance		(6,5)
Solde au 31 décembre 2020		1 325,5
Acquisitions d'actifs		161,3
Virements aux actifs générateurs de redevances	(note 4)	(28,3)
Terrains dont les baux sont arrivés à échéance		(6,3)
Solde au 30 septembre 2021		1 452,2 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, les acquisitions de la Société se sont élevées à 129,9 millions de dollars (néant pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) et à 161,3 millions de dollars (2,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020), respectivement. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les entrées d'actifs de prospection et d'évaluation comprennent une tranche de 120,8 millions de dollars attribuée aux emplacements de forage non mis en valeur pour les phases courantes et à venir de l'acquisition de Marten Hills et une autre tranche de 8,0 millions de dollars attribuée aux terrains en fief et aux DRDB à l'égard d'actifs non producteurs, principalement dans le centre de l'Alberta.

En plus des acquisitions décrites plus haut, au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, la Société a attribué 24,3 millions de dollars aux actifs de prospection et d'évaluation dans le cadre de l'acquisition d'un portefeuille de terrains en fief et de DRDB ainsi que de données sismiques dans l'Ouest canadien.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, des coûts respectifs de 1,8 million de dollars (0,6 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) et de 6,3 millions de dollars (4,9 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020) liés à des baux miniers échus visant des terres de la Couronne et à des DRDB ont été comptabilisés en charges. La charge variera d'une période à l'autre en raison du moment où les baux viennent à échéance, s'il y a lieu.

6. Dette bancaire

	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Dette bancaire	– \$	42,9 \$
Dette bancaire à long terme	181,1	–
Coûts de transaction liés à la dette non amortis	(1,2)	–
Total de la dette	179,9 \$	42,9 \$

Conjointement avec la clôture de l'acquisition de Marten Hills le 19 juillet 2021, la Société a fait passer de 150 millions de dollars à 200 millions de dollars sa facilité de crédit renouvelable à échéance prorogeable obtenue auprès d'un consortium de banques canadiennes, sans apporter aucune modification à sa facilité

d'exploitation de 25 millions de dollars (ces deux facilités étant désignées collectivement par le terme de « facilité de crédit »), et elle dispose ainsi d'un crédit total de 225 millions de dollars.

Le 29 septembre 2021, la Société a fait passer la facilité de crédit à 425 millions de dollars et reporté sa date d'échéance du 30 janvier 2023 au 28 février 2025. La facilité de crédit peut être portée jusqu'à 500 millions de dollars avec le consentement du créancier et prorogée annuellement sous réserve de certaines exigences. En parallèle avec l'accroissement et la prorogation susmentionnés, la Société a adopté le mécanisme de tarification liée à la durabilité décrit ci-après.

Au 30 septembre 2021, un montant de 181,1 millions de dollars était prélevé sur la facilité de crédit (42,9 millions de dollars au 31 décembre 2020). Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, le taux d'intérêt effectif s'est établi respectivement à 1,9 % (2,1 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) et à 2,0 % (2,8 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020).

La facilité de crédit comprend des options d'emprunt sous forme d'avances au taux préférentiel canadien, d'avances au taux de base américain, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit, et elle portera intérêt selon une grille variable en fonction de certains ratios financiers, en sus du taux applicable en vigueur pour le type d'emprunt. Dans le cadre de la prorogation susmentionnée, la Société a modifié la facilité de crédit pour y inclure un mécanisme de tarification liée à la durabilité, qui peut réduire ou accroître les coûts d'emprunt d'un maximum de 5 points de base en fonction de la performance de la Société en matière d'environnement, de responsabilité sociale et de gouvernance (« ESG »), telle qu'elle est établie par un organisme indépendant de notation ESG. La facilité de crédit n'est pas garantie et ne comporte pas de restriction quant à la capacité d'emprunt.

La facilité de crédit comporte trois clauses restrictives de nature financière : le ratio dette de premier rang consolidée ajustée/BAIIA sur douze mois consécutifs ne doit pas dépasser 3,5:1,0; le ratio dette totale consolidée ajustée/BAIIA sur douze mois consécutifs ne doit pas dépasser 4,0:1,0; et le ratio dette totale consolidée ajustée/capitaux permanents ne doit pas dépasser 55 %. Le BAIIA utilisé aux fins du calcul des clauses restrictives correspond au bénéfice net ajusté pour exclure les éléments hors trésorerie, les charges d'intérêts et les impôts. Toutes les clauses restrictives sont calculées au 30 septembre 2021 et pour la période de douze mois close à cette date. Au 30 septembre 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives prévues par la convention de prêt.

7. Créiteurs et charges à payer

		Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Dettes fournisseurs		1,2 \$	1,6 \$
Taxe à la production et impôt minier à payer		2,1	2,5
Charges à payer au titre de la rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie	(note 10)	7,4	3,2
Partie courante de l'obligation locative	(note 8)	0,7	0,6
Autres charges à payer		5,9	4,0
		17,3 \$	11,9 \$

8. Obligation locative

Les engagements futurs de la Société en lien avec son obligation découlant de la location de bureaux se présentent comme suit :

	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Moins de 1 an	0,8 \$	0,8 \$
De 2 à 3 ans	1,0	1,5
De 4 à 5 ans	–	0,1
Total des paiements de loyers	1,8	2,4
Montants représentant les intérêts sur la durée du contrat de location	(0,1)	(0,2)
Valeur actualisée du montant net des paiements de loyers	1,7	2,2
Partie courante de l'obligation locative (note 7)	(0,7)	(0,6)
Partie non courante de l'obligation locative	1,0 \$	1,6 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, des charges d'intérêts hors trésorerie de 21 000 \$ (28 000 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) et de 68 000 \$ (90 000 \$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020), respectivement, ont été comptabilisées au titre de l'obligation locative.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les sorties de trésorerie totalisant 0,4 million de dollars (0,4 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) comprennent des paiements de loyers variables et des paiements au titre de l'obligation locative. Des paiements de loyers variables de 0,2 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 (0,2 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) ont été comptabilisés dans les charges administratives et inclus dans les activités d'exploitation dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Des paiements au titre de l'obligation locative de 0,2 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 (0,2 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) ont été inclus dans les activités de financement dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, les sorties de trésorerie totalisant 1,2 million de dollars (1,2 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020) comprennent des paiements de loyers variables et des paiements au titre de l'obligation locative. Des paiements de loyers variables de 0,6 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 (0,6 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020) ont été comptabilisés dans les charges administratives et inclus dans les activités d'exploitation dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Des paiements au titre de l'obligation locative de 0,6 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 (0,6 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020) ont été inclus dans les activités de financement dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

9. Capital social

AUTORISÉ

Le capital social autorisé de la Société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries. Les porteurs des actions ordinaires ont droit à une voix par action ordinaire détenue lors de toutes les assemblées des actionnaires, sauf celles où seuls les porteurs d'une catégorie particulière d'actions ont le droit de vote. Les actions ordinaires n'ont aucune valeur nominale.

ÉMIS ET EN CIRCULATION

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021		Exercice clos le 31 décembre 2020	
	Nombre d'actions (en millions)	Montant (en millions de dollars)	Nombre d'actions (en millions)	Montant (en millions de dollars)
Actions ordinaires en circulation à l'ouverture de la période	223,3	3 202,9 \$	233,1	3 293,6 \$
Actions ordinaires rachetées et annulées	(1,6)	(21,2)	(9,8)	(90,7)
Variation du passif au titre de l'engagement d'achat d'actions	—	(0,2)	—	—
Actions ordinaires en circulation à la clôture de la période	221,7	3 181,5 \$	223,3	3 202,9 \$

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS (L'« OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT »)

Le 20 mai 2021, la Société a annoncé que la TSX avait autorisé le renouvellement de son offre publique de rachat, aux termes de laquelle la Société peut racheter aux fins d'annulation jusqu'à 15 135 000 actions ordinaires sur une période de douze mois qui a commencé le 25 mai 2021 et qui se terminera au plus tard le 24 mai 2022.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021, la Société a racheté aux fins d'annulation 586 900 actions ordinaires (8 866 991 actions ordinaires au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020) à un prix moyen de 13,71 \$ chacune (9,22 \$ par action ordinaire pour le trimestre clos le 30 septembre 2020), pour une contrepartie totale de 8,0 millions de dollars (81,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2020). Le coût total payé, compte tenu des commissions et des frais, a été imputé au capital social puisqu'aucune somme n'a été payée en excédent de la valeur comptable moyenne des actions ordinaires acquises; par conséquent, un montant de néant (néant pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) a été porté au déficit pour la période.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, la Société a racheté aux fins d'annulation 1 567 900 actions ordinaires (9 770 691 actions ordinaires au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2020) à un prix moyen de 13,52 \$ chacune (9,30 \$ par action ordinaire pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020), pour une contrepartie totale de 21,2 millions de dollars (90,9 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020). Le coût total payé, compte tenu des commissions et des frais, a été imputé au capital social puisqu'aucune somme n'a été payée en excédent de la valeur comptable moyenne des actions ordinaires acquises; par conséquent, un montant de néant (0,2 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020) a été porté au déficit pour la période.

DIVIDENDES

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, PrairieSky a déclaré des dividendes de 20,0 millions de dollars (13,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) ou de 0,09 \$ par action ordinaire (0,06 \$ par action ordinaire pour le trimestre clos le 30 septembre 2020).

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, PrairieSky a déclaré des dividendes de 49,0 millions de dollars (72,7 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020) ou de 0,22 \$ par action ordinaire (0,315 \$ par action ordinaire pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020).

Le 7 septembre 2021, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,09 \$ par action ordinaire, soit 20,0 millions de dollars, à verser le 15 octobre 2021 aux actionnaires inscrits le 30 septembre 2021.

BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice net par action ordinaire :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Bénéfice net	33,7 \$	9,4 \$	79,6 \$	17,6 \$
Nombre d'actions ordinaires :				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base	222,2	229,8	222,7	231,7
Incidence des titres dilutifs	0,4	0,4	0,4	0,5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué	222,6	230,2	223,1	232,2
Bénéfice net par action ordinaire – de base et dilué	0,15 \$	0,04 \$	0,36 \$	0,08 \$

10. Régimes de rémunération fondée sur des actions

La Société offre différents régimes de rémunération fondée sur des actions en vertu desquels elle offre divers types d'incitatifs à long terme aux membres du personnel, dirigeants et administrateurs admissibles, notamment des options sur actions, des unités d'actions liées au rendement, des unités d'actions incessibles, des unités d'actions différées à l'intention des dirigeants et des unités d'actions différées.

La Société comptabilise les options sur actions attribuées aux membres du personnel et aux dirigeants comme des paiements fondés sur des actions et réglés en titres de capitaux propres et elle inscrit les charges de rémunération sur la période d'acquisition des droits, en fonction de la juste valeur établie à la date d'attribution.

La Société comptabilise les unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions incessibles, les unités d'actions différées à l'intention des dirigeants et les unités d'actions différées détenues par les membres du personnel, les dirigeants et les administrateurs comme des paiements fondés sur des actions et réglés en trésorerie et elle inscrit les charges de rémunération et les dividendes sur la période d'acquisition des droits, en fonction de la juste valeur à chaque date de clôture.

La Société a comptabilisé les charges de rémunération fondée sur des actions suivantes :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Charges de rémunération au titre des transactions classées comme étant réglées en capitaux propres	0,1 \$	0,2 \$	0,4 \$	0,8 \$
Charges de rémunération au titre des transactions réglées en trésorerie	0,3	0,4	7,7	0,1
Total de la charge de rémunération fondée sur des actions	0,4 \$	0,6 \$	8,1 \$	0,9 \$

La Société a comptabilisé le passif lié aux paiements fondés sur des actions comme suit :

	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Passif au titre des régimes réglés en trésorerie dont les droits ne sont pas acquis	7,0 \$	2,5 \$
Passif au titre des régimes réglés en trésorerie dont les droits sont acquis	5,1	2,6
Passif au titre des régimes réglés en trésorerie	12,1 \$	5,1 \$

Aucun montant lié à la rémunération fondée sur des actions n'a été versé par la Société au cours des trimestres clos le 30 septembre 2021 ou le 30 septembre 2020. Les montants versés par la Société au titre de la rémunération fondée sur des actions pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 se sont chiffrés à 0,7 million de dollars (1,7 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020). Au 30 septembre 2021, une tranche de 7,4 millions de dollars (3,2 millions de dollars au 31 décembre 2020) du passif au titre des régimes réglés en trésorerie, qui représente la valeur des unités d'actions liées au rendement, des unités d'actions incessibles et des unités d'actions différées dont les droits sont acquis ou le seront au cours des douze prochains mois, est incluse dans les créditeurs et charges à payer. Le passif au titre des unités d'actions différées réglées en trésorerie dont les droits sont acquis et qui sont détenues par des administrateurs non-membres de la direction, de 5,1 millions de dollars (2,6 millions de dollars au 31 décembre 2020), est inclus dans les créditeurs et charges à payer et pourrait être payé, ou non, au cours des douze prochains mois, car il ne devient exigible que lorsqu'un administrateur cesse de siéger au conseil. La tranche restante de 4,7 millions de dollars (1,9 million de dollars au 31 décembre 2020) constitue un passif à long terme et est comptabilisée au titre de la rémunération fondée sur des actions à payer.

A) OPTIONS SUR ACTIONS

La Société offre un régime d'options sur actions selon lequel des options sur actions sont attribuées aux dirigeants et à certains membres du personnel. Les droits aux options sur actions sont acquis chaque année à la date d'anniversaire de l'attribution sur une période de trois ans et ces options arrivent à échéance cinq ans après la date d'attribution.

Le tableau suivant résume la variation des options sur actions en cours :

	Nombre (en milliers d'options)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Émises et en cours au 31 décembre 2019	1 562,5	25,08
Attribution	270,2	15,23
Expiration	(228,5)	30,05
Renonciation	(38,0)	26,39
Émises et en cours au 31 décembre 2020	1 566,2	22,62
Expiration	(237,9)	22,55
Renonciation	(16,5)	26,38
Émises et en cours au 30 septembre 2021	1 311,8	22,59

Aucune option n'a été exercée en 2020 ou pendant la période de neuf mois close le 30 septembre 2021.

Aucune option sur actions n'a été attribuée en 2021 et la Société ne s'est pas adressée à la TSX ni n'a cherché à obtenir, auprès des actionnaires, l'approbation nécessaire pour attribuer d'autres options sur actions dans le cadre du régime d'options sur actions. Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour établir la juste valeur des options sur actions attribuées par la Société au cours de 2020 :

	31 décembre 2020
Taux d'intérêt sans risque	1,61 %
Rendement de l'action	5,12 %
Taux de volatilité attendu d'après la volatilité historique	31 %
Taux de renonciation	6,4 %
Durée attendue	5 ans
Prix d'attribution moyen pondéré	15,23 \$
Juste valeur par option à la date d'attribution	2,50 \$

Le tableau suivant présente des données sur les options sur actions en cours au 30 septembre 2021 :

Fourchette des prix d'exercice par action ordinaire	Nombre d'options en cours	Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré des options en cours (\$/action)	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré des options exerçables (\$/action)	Juste valeur moyenne pondérée des options en cours (\$/action)
de 15,23 \$ à 17,67 \$	817 002	2,59	16,86	409 146	17,19	3,10
de 32,03 \$ à 32,06 \$	494 842	0,81	32,05	494 842	32,05	8,00

Le tableau suivant présente des données sur les options sur actions en cours au 31 décembre 2020 :

Fourchette des prix d'exercice par action ordinaire	Nombre d'options en cours	Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré des options en cours (\$/action)	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré des options exerçables (\$/action)	Juste valeur moyenne pondérée des options en cours (\$/action)
de 15,23 \$ à 22,55 \$	1 061 365	2,59	18,14	403 858	20,54	3,22
de 32,03 \$ à 32,06 \$	504 842	1,56	32,05	398 552	32,04	8,00

Les charges administratives pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 comprennent des charges de rémunération de 0,1 million de dollars (0,2 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) et de 0,4 million de dollars (0,8 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020), respectivement, au titre des options sur actions.

B) UNITÉS D'ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Des unités d'actions liées au rendement attribuées aux dirigeants avant le 31 décembre 2020 leur donnent le droit, une fois les droits acquis, de recevoir un paiement en trésorerie égal à la valeur de une action ordinaire de la Société pour chaque unité d'actions liée au rendement détenue, plus le cumul des dividendes sur la période allant de la date d'attribution à celle de l'acquisition des droits, ou un nombre équivalent d'actions, au gré de la Société. La Société peut choisir de régler les unités d'actions liées au rendement attribuées avant le 31 décembre 2020 et dont les droits sont acquis par un paiement en trésorerie correspondant au cours moyen pondéré sur cinq jours des actions ordinaires multiplié par le nombre d'unités d'actions liées au rendement dont les droits sont acquis ou par l'émission d'un nombre équivalent d'actions ordinaires. En ce qui concerne les attributions d'unités d'actions liées au rendement au 1^{er} janvier 2021, un nouveau régime incitatif à long terme a été adopté de manière à ce que les unités d'actions liées au rendement attribuées après le 31 décembre 2020 ne puissent être réglées qu'au moyen d'un paiement en trésorerie, et non d'actions ordinaires, ce paiement en trésorerie étant égal au cours moyen pondéré sur cinq jours des actions ordinaires multiplié par le nombre d'unités d'actions liées au rendement dont les droits sont acquis. Les droits aux unités d'actions liées au rendement sont acquis après la fin d'une période de rendement de trois ans, à condition que le dirigeant soit encore activement au service de la Société à la date d'acquisition des droits et que certains critères de rendement soient remplis.

La valeur finale des unités d'actions liées au rendement dépend du rendement de la Société par rapport à des cibles préétablies et évaluées sur une période de trois ans. Le rendement est calculé en fonction du rendement total pour l'actionnaire, soit la plus-value de l'action majorée des dividendes, par rapport au rendement total pour l'actionnaire d'un groupe de référence préétabli aux fins de l'évaluation du rendement. Le conseil a adopté une méthode fondée sur des critères de rendement multiples, y compris le rendement total pour l'actionnaire, pour évaluer le multiplicateur de distribution à l'acquisition des droits aux unités d'actions liées au rendement. À la lumière de cette évaluation, une fourchette s'échelonnant de zéro à deux fois le nombre d'unités d'actions liées au rendement initialement attribuées, au gré du conseil d'administration, est admissible à l'acquisition des droits pour la période de trois années consécutives visée.

Le tableau suivant présente des données sur les unités d'actions liées au rendement :

<i>Unités d'actions liées au rendement en cours (en milliers d'unités)</i>	
Émises et en cours au 31 décembre 2019	515,7
Attribution	241,5
Acquisition des droits	(127,8)
Unités, en remplacement de dividendes	26,0
Émises et en cours au 31 décembre 2020	655,4
Attribution	361,0
Expiration	(142,5)
Unités, en remplacement de dividendes	13,6
Émises et en cours au 30 septembre 2021	887,5

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, la Société a comptabilisé une charge de rémunération de 0,5 million de dollars (0,4 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) et de 3,3 millions de dollars (0,4 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020), respectivement, au titre des unités d'actions liées au rendement en cours. Le cours de l'action ordinaire utilisé pour calculer la juste valeur des unités d'actions liées au rendement au 30 septembre 2021 était de 13,51 \$ (8,31 \$ au 30 septembre 2020). La durée résiduelle moyenne pondérée s'établit à 1,4 an.

C) UNITÉS D' ACTIONS INCESSIBLES

Des unités d'actions incessibles attribuées aux employés admissibles avant le 31 décembre 2020 leur donnent le droit, une fois les droits acquis, de recevoir un paiement en trésorerie égal à la valeur de une action ordinaire pour chaque unité d'actions incessible détenue, plus le cumul des dividendes sur la période allant de la date d'attribution à celle de l'acquisition des droits, ou un nombre équivalent d'actions, au gré de la Société. La Société peut choisir de régler les unités d'actions incessibles attribuées avant le 31 décembre 2020 et dont les droits sont acquis par un paiement en trésorerie correspondant au cours moyen pondéré sur cinq jours des actions ordinaires multiplié par le nombre d'unités d'actions incessibles dont les droits sont acquis ou par l'émission d'un nombre équivalent d'actions ordinaires. En ce qui concerne les attributions d'unités d'actions incessibles au 1^{er} janvier 2021, un nouveau régime incitatif à long terme a été adopté de manière à ce que les unités d'actions incessibles attribuées après le 31 décembre 2020 ne puissent être réglées qu'au moyen d'un paiement en trésorerie, et non d'actions ordinaires, ce paiement en trésorerie étant égal au cours moyen pondéré sur cinq jours des actions ordinaires multiplié par le nombre d'unités d'actions incessibles dont les droits sont acquis. Les droits aux unités d'actions incessibles sont acquis en tranches égales sur une période de trois ans, à condition que le membre du personnel soit encore activement au service de la Société à la date d'acquisition des droits.

Le tableau suivant présente des données sur les unités d'actions incessibles :

<i>Unités d'actions incessibles en cours (en milliers d'unités)</i>	
Émises et en cours au 31 décembre 2019	117,1
Attribution	80,5
Acquisition des droits	(51,0)
Renonciation	(13,4)
Unités, en remplacement de dividendes	4,9
Émises et en cours au 31 décembre 2020	138,1
Attribution	114,0
Acquisition des droits	(60,1)
Renonciation	(25,4)
Unités, en remplacement de dividendes	2,1
Émises et en cours au 30 septembre 2021	168,7

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, la Société a comptabilisé une charge de rémunération de 0,2 million de dollars (0,1 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) et de 1,0 million de dollars (0,2 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020), respectivement, au titre des unités d'actions incessibles en cours. Le cours de l'action ordinaire utilisé pour calculer la juste valeur des unités d'actions incessibles au 30 septembre 2021 était de 13,51 \$ (8,31 \$ au 30 septembre 2020). La durée résiduelle moyenne pondérée s'établit à 1,0 an.

D) UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES À L'INTENTION DES DIRIGEANTS

Des unités d'actions différées à l'intention des dirigeants ont été attribuées aux dirigeants de la Société et leur donnent le droit, lorsqu'ils quittent leurs fonctions au sein de la Société, de recevoir un paiement en trésorerie égal à la valeur de une action ordinaire pour chaque unité d'actions différées à l'intention des dirigeants détenue dont les droits sont acquis, plus le cumul des dividendes sur la période allant de la date d'attribution à la date de rachat des unités d'actions différées à l'intention des dirigeants dont les droits sont acquis, laquelle doit tomber dans les 15 jours ouvrables suivant la date de départ du dirigeant. Le paiement en trésorerie au dirigeant doit être versé, au gré de la Société, au plus tard le 31 décembre de la première année civile commençant après la date de départ du dirigeant.

Les unités d'actions différées à l'intention des dirigeants sont réglées par un paiement en trésorerie correspondant au cours moyen pondéré sur cinq jours des actions ordinaires multiplié par le nombre d'unités d'actions différées à l'intention des dirigeants qui sont réglées, comme il est décrit plus en détail ci-après. Les droits aux unités d'actions différées à l'intention des dirigeants sont acquis en tranches égales sur une période de trois ans, à condition que le membre du personnel ou le dirigeant soit encore activement au service de la Société à la date d'acquisition des droits. Les unités d'actions différées à l'intention des dirigeants ne sont payées ou réglées que lorsque le dirigeant cesse d'être un membre du personnel de la Société.

Le tableau suivant présente des données sur les unités d'actions différées à l'intention des dirigeants :

Unités d'actions différées à l'intention des dirigeants en cours (en milliers d'unités)

Émises et en cours au 31 décembre 2019	–
Attribution	40,3
Unités, en remplacement de dividendes	1,6
Émises et en cours au 31 décembre 2020	41,9
Attribution	120,3
Unités, en remplacement de dividendes	2,6
Émises et en cours au 30 septembre 2021	164,8

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, la Société a comptabilisé une charge de rémunération de 0,2 million de dollars (néant pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) et de 0,9 million de dollars (0,1 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020), respectivement, au titre des unités d'actions différées à l'intention des dirigeants en cours. Le cours de l'action ordinaire utilisé pour calculer la juste valeur des unités d'actions différées à l'intention des dirigeants au 30 septembre 2021 était de 13,51 \$ (8,31 \$ au 30 septembre 2020).

E) UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES

Les administrateurs reçoivent une rémunération annuelle sous forme d'unités d'actions différées et ils ont la possibilité de recevoir leurs jetons de présence sous forme d'unités d'actions différées dont les droits sont acquis immédiatement. Les unités d'actions différées équivalent à une action ordinaire majorée du cumul des dividendes sur la période allant de la date de l'attribution et de l'acquisition des droits à la date de rachat et elles sont réglées en trésorerie. Ces unités d'actions différées peuvent uniquement être rachetées une fois que l'administrateur a quitté ses fonctions au sein de la Société et elles doivent être remboursées avant le 15 décembre de l'année suivant le départ. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, la majorité des administrateurs ont décidé de recevoir leurs jetons de présence sous forme d'unités d'actions différées.

Les unités d'actions différées sont réglées par un paiement en trésorerie correspondant au cours moyen pondéré sur cinq jours des actions ordinaires multiplié par le nombre d'unités d'actions différées qui sont réglées, comme il est décrit plus en détail ci-après. Les droits aux unités d'actions différées sont acquis en totalité à la date d'attribution. Les unités d'actions différées ne sont payées ou réglées que lorsque l'administrateur cesse d'être administrateur de la Société.

Le tableau suivant présente des données sur les unités d'actions différées :

Unités d'actions différées en cours (en milliers d'unités)

Émises et en cours au 31 décembre 2019	174,5
Attribution	71,1
Unités, en remplacement de dividendes	10,1
Émises et en cours au 31 décembre 2020	255,7
Attribution	114,5
Unités, en remplacement de dividendes	5,8
Émises et en cours au 30 septembre 2021	376,0

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, la Société a comptabilisé un recouvrement au titre de la rémunération de 0,6 million de dollars (recouvrement de 0,1 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2020) et une charge de 2,5 millions de dollars (recouvrement 0,6 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020), respectivement, au titre des unités d'actions différées en cours. Le cours de l'action ordinaire utilisé pour calculer la juste valeur des unités d'actions différées au 30 septembre 2021 était de 13,51 \$ (8,31 \$ au 30 septembre 2020).

11. Produits

Les produits que tire la Société de la production génératrice de redevances sont établis aux termes de ses conventions de redevances. Le prix de transaction du pétrole brut, des LGN et du gaz naturel est fondé sur le prix des marchandises pour le mois de la production, ajusté pour tenir compte de la qualité, de l'emplacement, des déductions permises, le cas échéant, et d'autres facteurs. Les prix des marchandises sont fondés sur des indices de marché établis sur une base mensuelle ou quotidienne.

Les produits tirés de la production génératrice de redevances sont généralement reçus deux mois après la production du pétrole brut, des LGN et du gaz naturel. Dans le cas des volumes de production génératrice de redevances obtenus en nature, les produits sont généralement recouverts le 25^e jour du mois suivant la production. Les produits locatifs pour la totalité du premier terme sont comptabilisés lorsque le contrat de location est conclu. Pour les périodes ultérieures, les produits locatifs sont comptabilisés lorsqu'ils deviennent exigibles, c'est-à-dire généralement une fois l'an, à l'anniversaire du prolongement du contrat de location. Le montant et le moment de la comptabilisation des produits tirés d'une contrepartie sous forme de primes peuvent varier considérablement, car les produits sont comptabilisés au moment de la conclusion d'un nouveau contrat de location et tiennent compte des circonstances propres à chaque opération.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
Produits tirés de la production génératrice de redevances, par marchandise	2021	2020	2021	2020
Pétrole brut	50,3 \$	24,8 \$	129,7 \$	71,2 \$
LGN	10,1	4,9	25,9	16,0
Gaz naturel	15,6	8,7	42,0	25,4
	76,0	38,4	197,6	112,6
Autres produits d'exploitation				
Produits locatifs	1,1 \$	1,2 \$	4,1 \$	4,1 \$
Contrepartie sous forme de primes	0,7	1,8	4,4	4,9
Autres produits	0,3	2,1	1,3	2,8
	2,1	5,1	9,8	11,8
Total des produits d'exploitation	78,1 \$	43,5 \$	207,4 \$	124,4 \$

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
Produits, par catégorie	2021	2020	2021	2020
Droits de bailleur sur les terrains en fief	45,7 \$	24,9 \$	120,2 \$	70,5 \$
DRDB	30,3	13,5	77,4	42,1
Produits tirés de la production génératrice de redevances	76,0	38,4	197,6	112,6
Autres produits d'exploitation	2,1	5,1	9,8	11,8
Total des produits d'exploitation	78,1 \$	43,5 \$	207,4 \$	124,4 \$

Au 30 septembre 2021, les créances liées à des contrats conclus avec des clients, prises en compte dans les débiteurs et produits de redevances à recevoir, totalisaient 44,0 millions de dollars (27,2 millions de dollars au 31 décembre 2020). Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, la Société a comptabilisé des produits de 3,0 millions de dollars (7,9 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020) au titre de la production génératrice de redevances en lien avec des périodes précédentes. Les obligations de prestation relatives à ces ajustements au titre de périodes précédentes ont été remplies au cours de périodes de production antérieures à l'exercice à l'étude, mais présentées au titre de l'exercice à l'étude une fois atténué le risque lié au recouvrement.

12. Charges administratives

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Salaires et avantages du personnel	2,9 \$	2,3 \$	8,9 \$	8,2 \$
Rémunération fondée sur des actions (note 10)	0,4	0,6	8,1	0,9
Frais de bureau	0,7	0,5	2,4	1,8
Frais de société ouverte	0,2	0,3	1,4	1,3
Frais liés aux technologies de l'information et autres frais	0,5	0,4	1,4	1,5
Charges administratives	4,7 \$	4,1 \$	22,2 \$	13,7 \$

13. Impôt sur le résultat

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Charge d'impôt exigible	5,6 \$	1,1 \$	17,0 \$	1,7 \$
Charge d'impôt différé	4,4	1,4	5,8	2,6
Charge d'impôt sur le résultat	10,0 \$	2,5 \$	22,8 \$	4,3 \$

La Société n'a pas comptabilisé les différences temporaires imposables de 155,0 millions de dollars se rapportant à l'excédent de la valeur comptable des actifs nets sur les comptes fiscaux acquis dans le cadre d'acquisitions d'actifs qui ne représentaient pas un regroupement d'entreprises au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 et qui étaient donc visés par l'exemption relative à la comptabilisation initiale aux termes de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*.

14. Gestion du capital

Dans le cadre de la gestion de sa structure du capital, la Société a pour objectif de maintenir une bonne souplesse financière afin de verser de la trésorerie sous forme de dividendes aux actionnaires et de rachats d'actions aux fins d'annulation, tout en veillant à combler ses besoins financiers dans l'exercice de ses activités et à financer ses possibilités de croissance. En tant que société de redevances, PrairieSky n'est pas tenue d'engager de dépenses d'investissement, ce qui lui donne plus de souplesse financière.

La structure du capital de la Société se compose de la dette à long terme, des capitaux propres et du fonds de roulement. La Société gère sa structure du capital en tenant compte des activités d'exploitation, des dividendes versés aux actionnaires, des rachats d'actions ordinaires, des impôts, de la facilité de crédit disponible (note 6) et d'autres facteurs. Le résultat d'exploitation et la structure du capital de la Société sont touchés par le niveau des activités de mise en valeur menées par de tierces parties sur les biens générateurs de redevances et les volumes de la production génératrice de redevances connexes, les prix des marchandises ainsi que les coûts engagés par la Société.

	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Dette à long terme	179,9 \$	– \$
Capitaux propres	2 351,1	2 341,5
Fonds de roulement négatif	7,8	42,0

La Société gère sa structure du capital par le truchement de son processus de prévisions financières et opérationnelles. Les prévisions des flux de trésorerie futurs de la Société sont fondées sur des estimations de la production, des prix du pétrole brut, du gaz naturel et des LGN, de la charge au titre de la taxe à la production et de l'impôt minier, des charges administratives, de l'impôt exigible et des autres activités d'investissement et de financement. Les prévisions sont mises à jour régulièrement en fonction des variations des prix des marchandises, de la production attendue et d'autres facteurs qui, de l'avis de la Société, pourraient avoir une incidence sur les flux de trésorerie futurs. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, la Société a généré des fonds provenant des activités d'exploitation de 171,6 millions de dollars, racheté et annulé des actions pour un montant de 21,2 millions de dollars, déclaré des dividendes à 49,0 millions de dollars et acquis des actifs générateurs de redevances de 241,8 millions de dollars. Au 30 septembre 2021, la Société avait un fonds de roulement négatif de 7,8 millions de dollars, en baisse par rapport à 42,0 millions de dollars au 31 décembre 2020, ce qui comprenait la dette bancaire. La dette bancaire à long terme s'établissait à 179,9 millions de dollars au 30 septembre 2021. Le solde de la dette bancaire a été reclassé dans les passifs à long terme en raison de la prorogation de la facilité de crédit, qui arrive maintenant à échéance le 28 février 2025. Se reporter à la note 6. Le fonds de roulement négatif de la Société comprend un montant de 5,1 millions de dollars (2,6 millions de dollars au 31 décembre 2020) lié au passif au titre des unités d'actions différées réglées en trésorerie dont les droits

sont acquies émises à des administrateurs non-membres de la direction, montant qui pourrait être payé, ou non, au cours des douze prochains mois, puisque les sommes ne deviennent exigibles que lorsqu'un administrateur cesse de siéger au conseil. Se reporter à la note 10.

15. Instruments financiers et gestion des risques

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS

En raison de leur échéance à court terme, les débiteurs et produits de redevances à recevoir, les créditeurs et charges à payer de même que les dividendes à verser ont une juste valeur qui avoisine leur valeur comptable. La dette bancaire porte intérêt à un taux du marché variable majoré des marges variables applicables et, par conséquent, sa juste valeur marchande avoisine sa valeur comptable.

RISQUES ASSOCIÉS AUX ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

La Société est exposée à des risques financiers découlant de ses actifs et passifs financiers. Les risques financiers comprennent le risque de marché (par exemple, le risque marchandises et le risque de taux d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidité.

Risque marchandises

Le risque marchandises s'entend du risque que la Société subisse des fluctuations de ses produits de redevances futurs en raison des variations des prix des marchandises. Les prix des marchandises pour le pétrole brut, les LGN et le gaz naturel sont touchés par des facteurs mondiaux et régionaux, notamment les niveaux de l'offre et de la demande, les conditions météorologiques et les facteurs géopolitiques. La Société n'a pas de couverture sur son risque marchandises.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur sa facilité de crédit. Le risque de taux d'intérêt découle des variations des taux d'intérêt du marché, qui peuvent avoir une incidence sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs ou passifs financiers de la Société. La dette bancaire porte intérêt à un taux du marché variable majoré des marges variables applicables.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité que la Société subisse une perte si une contrepartie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations contractuelles. Une part importante des débiteurs de la Société est attribuable à des accords de redevances conclus avec des exploitants de l'industrie pétrolière et gazière et expose la Société aux risques de crédit normaux de ce secteur d'activité. Les flux de rentrées diversifiés de la Société limitent l'importance que peut revêtir un bien ou un exploitant par rapport au total des créances. De plus, la Société obtient des volumes de production en nature afin d'atténuer le risque de crédit, et dans certains cas, une lettre de crédit est établie avec le producteur.

Au 30 septembre 2021, la Société n'avait pas de contrepartie dont les débiteurs représentaient, individuellement, plus de 10 % du solde total des débiteurs. L'exposition maximale au risque de crédit lié aux débiteurs et aux produits de redevances à recevoir correspond à la valeur comptable totale de ces éléments.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements liés à des passifs financiers lorsqu'ils deviennent exigibles. La Société gère le risque de liquidité au moyen de programmes de gestion de la trésorerie et de la dette, y compris des prévisions financières. Au 30 septembre 2021, la Société disposait d'une capacité d'emprunt aux termes de sa facilité de crédit de 243,9 millions de dollars. Se reporter à la note 6.

Le calendrier des sorties de trésorerie prévues de 17,3 millions de dollars au titre des crédettes et charges à payer, de 15,5 millions de dollars au titre de l'impôt exigible et de 20,0 millions de dollars au titre des dividendes à verser s'échelonne sur moins de un an. Les crédettes et charges à payer comprennent un montant de 5,1 millions de dollars lié aux unités d'actions différées réglées en trésorerie dont les droits sont acquis qui ont été émises à des membres du conseil, montant qui pourrait être payé, ou non, au cours du prochain exercice. La direction gère sa dette de façon prudente, dans le but de dégager une marge de manœuvre financière aux fins des acquisitions et du taux de dividende. Le conseil d'administration évalue et détermine le taux de dividende, après examen des prix des marchandises attendus, des cours de change, des volumes de production génératrice de redevances, de la conjoncture économique, de l'impôt sur le résultat et de la capacité de PrairieSky à financer ses charges et ses possibilités d'investissement.

16. Informations complémentaires

VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Entrées (sorties) de trésorerie :				
Débiteurs et produits à recevoir	(4,5) \$	(6,9) \$	(16,8) \$	12,4 \$
Charges payées d'avance	–	0,5	(0,5)	(0,4)
Créditeurs et charges à payer	1,1	1,1	0,8	(0,6)
Impôt sur le résultat exigible (à recevoir)	4,0	1,2	14,0	(4,2)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	0,6 \$	(4,1) \$	(2,5) \$	7,2 \$
Liée aux activités d'exploitation	0,6	(4,1)	(1,7)	7,1
Liée aux activités d'investissement	–	–	(0,8)	–
Liée aux activités de financement	–	–	–	0,1
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	0,6 \$	(4,1) \$	(2,5) \$	7,2 \$

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Impôts versés	1,6 \$	– \$	3,4 \$	6,0 \$
Impôts reçus	–	0,1	0,4	0,1
Intérêts versés	1,0	0,4	2,0	1,0

Renseignements sur la société

CONSEIL D'ADMINISTRATION

James M. Estey^{1), 2)}
Leanne Bellegarde
P. Jane Gavan³⁾
Margaret A. McKenzie³⁾
Andrew M. Phillips
Robert Robotti⁴⁾
Myron Stadnyk^{2), 4)}
Sheldon B. Steeves^{2), 3), 4)}
Grant A. Zawalsky⁴⁾

- 1) Président du conseil d'administration.
- 2) Membre du comité de gouvernance et de rémunération. Monsieur Stadnyk est le président du comité de gouvernance et de rémunération.
- 3) Membre du comité d'audit. Madame McKenzie est la présidente du comité d'audit.
- 4) Membre du comité des réserves. Monsieur Steeves est le président du comité des réserves.

DIRIGEANTS

Andrew M. Phillips, président et chef de la direction
Pamela P. Kazeil, vice-présidente, Finances et
chef des finances
Cameron M. Proctor, chef de l'exploitation

AUDITEURS

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

BANQUE

Banque Toronto-Dominion

SYMBOLE À LA BOURSE DE TORONTO

PSK

ÉVALUATEURS DE RÉSERVES INDÉPENDANTS

GLJ Ltd.

AGENT DES TRANSFERTS

TSX Trust Company

ABRÉVIATIONS

b – barils
b/j – barils par jour
bep – barils d'équivalent-pétrole (6 kpi³ = 1 b)
bep/j – barils d'équivalent-pétrole par jour
kpi³ – millier de pieds cubes
kpi³/j – millier de pieds cubes par jour
Mpi³ – millions de pieds cubes
Mpi³/j – millions de pieds cubes par jour
LGN – liquides de gaz naturel
WTI – West Texas Intermediate
WCS – Western Canadian Select

SIÈGE SOCIAL

Suite 1700 - 350 7 Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 3N9

COORDONNÉES

Téléphone : 587-293-4000
Télécopieur : 587-293-4001
Investor.relations@prairiesky.com